



Conseil économique et social

Distr. limitée
25 janvier 2001
Français
Original: anglais

Commission du développement social

Trente-neuvième session

New York, 13-23 février 2001

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Programme de travail pluriannuel

de la Commission pour la période 2002-2006

Programme de travail pluriannuel de la Commission pour la période 2002-2006

Note du Secrétariat

1. À sa session extraordinaire de 1996, la Commission du développement social a proposé un programme de travail pluriannuel pour la période 1996-2000, qui a été adopté par le Conseil économique et social dans sa résolution 1996/7. À sa trente-neuvième session, la Commission sera appelée à examiner son programme de travail pour la période 2002-2006.
2. En conséquence, la proposition du Bureau de la Commission relative au programme de travail pluriannuel de la Commission pour la période 2002-2006, qui figure en annexe, est présentée à la Commission pour examen et adoption.

* E/CN.5/2001/1.

Annexe I

Proposition du Bureau

Programme de travail pluriannuel de la Commission pour la période 2002-2006

1. Le point 4 de l'ordre du jour provisoire de la trente-neuvième session de la Commission du développement social, tel qu'approuvé par le Conseil économique et social, est intitulé « Programme de travail pluriannuel de la Commission pour la période 2002-2006 ».

2. À sa session extraordinaire de 1996, la Commission a présenté des propositions, adoptées par la suite par le Conseil économique et social dans sa résolution 1996/7, concernant l'examen de son mandat et de ses attributions, de sa composition, de l'étendue de sa mission et de la périodicité de ses sessions. Elle a également élaboré un programme de travail pluriannuel pour la période 1996-2000 axé sur le suivi et l'examen de l'application de la Déclaration de Copenhague sur le développement social et du Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, comprenant également un examen des plans et programmes d'action pertinents des organismes des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux.

3. Le Conseil a également décidé que les questions de fond inscrites à l'ordre du jour des sessions ultérieures de la Commission seraient les suivantes :

Question de fond

Suivi du Sommet mondial pour le développement social :

a) Examen des thèmes inscrits au programme de travail pluriannuel, y compris la situation des groupes sociaux;

b) Examen des plans et programmes d'action de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la situation des groupes sociaux, le cas échéant;

c) Questions nouvelles, tendances et approches nouvelles des problèmes affectant le développement social, le cas échéant.

4. On trouvera à l'appendice I un récapitulatif des questions figurant au programme de travail de la Commission pour la période 1996-2000.

5. À sa trente-neuvième session, en 2001, la Commission examinera le thème prioritaire intitulé « Amélioration de la protection sociale et réduction de la vulnérabilité dans le contexte de la mondialisation » et le sous-thème intitulé « Rôle du volontariat dans la promotion du développement social ».

6. À sa vingt-quatrième session extraordinaire, tenue à Genève en juin 2000, l'Assemblée générale a adopté un certain nombre de nouvelles mesures que doivent prendre le Conseil économique et social et la Commission du développement social, à savoir :

- Inviter le Conseil économique et social à regrouper les initiatives en cours et les mesures énoncées dans la Déclaration de Copenhague sur le développement social et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social, et la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006), ainsi que les recommandations figurant dans le document final de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale en vue de lancer une campagne mondiale pour éliminer la pauvreté;
- Demander au Conseil économique et social d'étudier, par le truchement de la Commission du développement social, les moyens de mettre en commun les expériences et pratiques, afin d'aider les États Membres à élaborer des politiques pour promouvoir les buts du Sommet;
- Inviter la Commission du développement social à examiner la question du bénévolat en 2001, Année internationale des Volontaires;
- Prier le Conseil économique et social d'évaluer régulièrement, par l'intermédiaire de la Commission du développement social, l'application future des décisions du Sommet mondial pour le développement social et de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

7. Compte tenu de ce qui précède et des principales nouvelles mesures (dont on trouvera un récapitulatif à

l'appendice II) et d'autres mesures connexes, les thèmes suivants sont suggérés pour la période 2002-2006 :

2002 : Intégration des politiques sociales et économiques

Les aspects sociaux des politiques macro-économiques

L'évaluation sociale en tant qu'outil de politique

Les dépenses sociales en tant que facteur de productivité

Comité préparatoire de la Deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement (deuxième session)

Rapport établi par le Rapporteur spécial sur la situation des handicapés sur les travaux effectués en exécution de son troisième mandat

2003 : Mise en commun des expériences et pratiques en matière de développement social

Établissement de partenariats pour le développement social

Responsabilité sociale du secteur privé et politiques de développement social

Politique sociale dans les situations post-traumatiques

2004 : Amélioration de l'efficacité du secteur public

Examen de la situation des familles au niveau mondial (dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille)

2005 : Examen de nouvelles mesures d'application du Sommet mondial pour le développement social et du document final de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale

2006 : Examen de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) et de la campagne mondiale pour éliminer la pauvreté

2002

Intégration des politiques sociales et économiques

8. Le thème de l'intégration des objectifs sociaux dans la formulation des politiques macroéconomiques revient dans tout le document final de la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale. Dans la déclaration politique, les gouvernements ont reconnu qu'on est de plus en plus conscient de l'effet bénéfique de politiques sociales bien conçues sur le développement économique et social. Tout au long de la partie III, il est demandé, au titre des initiatives nouvelles que l'on relie plus étroitement les politiques économiques et sociales et cela au titre de chacun des dix engagements de la Déclaration de Copenhague. Il est donc proposé que la Commission examine ce sujet, dans le cadre de sous-thèmes suggérés qui permettront de focaliser les débats. La Commission pourrait également examiner les résultats de la Réunion intergouvernementale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement (2002).

Contribution à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement

9. Agissant en tant que Comité préparatoire de la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement, la Commission examinera et développera la proposition de document final de cette Assemblée qui se déroulera en avril 2002.

Rapport établi par le Rapporteur spécial sur la situation des handicapés sur les travaux effectués en exécution de son troisième mandat

10. La Commission est chargée d'examiner le rapport établi par le Rapporteur spécial sur la situation des handicapés sur les travaux effectués en exécution de son troisième mandat (E/RES/2000/10).

2003

Mise en commun des expériences et pratiques en matière de développement social

11. À sa vingt-quatrième session extraordinaire, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social d'étudier, par le truchement de la Commission du développement social, les moyens de mettre en commun les expériences et pratiques, afin d'aider les États Membres à élaborer des politiques pour promouvoir les buts du Sommet, qui reconnaîtraient qu'il n'existe pas de voie unique universelle à la réalisation du développement social et l'importance de la mise en commun des informations par des États Membres sur l'expérience qu'ils ont acquise et les pratiques optimales

qu'ils ont mises au point en matière de développement social, sur la base de l'égalité et du respect mutuel. Il est suggéré que cet échange d'informations soit axé sur d'importants sous-thèmes portant sur l'établissement de partenariats, la responsabilité sociale des entreprises et les situations post-traumatiques.

2004

Amélioration de l'efficacité du secteur public en matière de politiques sociales et de développement social

12. Dans la partie II du document final de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'examen et à l'évaluation de l'application des résultats du Sommet, les gouvernements ont reconnu que l'État a toujours un rôle central dans la fourniture des services sociaux de base mais que, dans plusieurs pays, il n'est plus le prestataire exclusif de services sociaux, et qu'il est devenu le facilitateur d'un environnement général propice au développement social, et qu'il a des responsabilités accrues afin d'assurer que les prestations et l'accès à des services sociaux de qualité soient équitables. Les gouvernements ont par ailleurs fait observer qu'à cause de cette évolution, il est devenu de plus en plus nécessaire d'avoir des institutions publiques plus solides qui constituent un cadre efficace pour assurer la fourniture équitable de services sociaux de base pour tous. Ils ont également reconnu qu'un secteur public efficace et responsable est vital pour assurer la fourniture des services sociaux. Dans la partie III du document final s'agissant des initiatives nouvelles, les gouvernements ont réaffirmé le rôle essentiel qui leur incombe pour promouvoir un développement social durable et axé sur l'individu par des interventions tendant à développer et à préserver le renforcement de l'égalité et de l'équité, y compris la parité hommes-femmes; des marchés qui fonctionnent efficacement, dans le respect d'un ensemble de valeurs morales; les politiques d'élimination de la pauvreté et d'expansion de l'emploi productif; l'accès universel et équitable aux services sociaux de base; la protection sociale et le soutien en faveur des groupes désavantagés et vulnérables. Il est proposé que la Commission examine à sa session de 2004 les divers aspects de ce thème, dont les sous-thèmes seront mis au point par la suite.

Examen de la situation de la famille et des tendances auxquelles sont confrontées les familles dans le monde

13. Dans sa résolution 54/124, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à jouer un rôle actif en facilitant la coopération internationale dans le cadre du suivi de l'Année internationale de la famille et de favoriser les échanges intergouvernementaux d'information et de données d'expérience quant aux politiques et stratégies ayant fait leurs preuves. Elle a également invité la Commission du développement social, lorsqu'elle adoptera son prochain programme de travail pluriannuel, à envisager de procéder à une étude de la situation de la famille au niveau mondial en 2004, dixième anniversaire de l'Année internationale de la famille.

2005

Examen de nouvelles mesures de mise en oeuvre du Sommet mondial pour le développement social et du document final de la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale

14. À sa vingt-quatrième session extraordinaire, l'Assemblée générale a prié le Conseil économique et social de procéder à des évaluations régulières, par l'intermédiaire de la Commission du développement social, des nouvelles mesures de mise en oeuvre des engagements contenus dans la Déclaration de Copenhague et de ses propres initiatives nouvelles sans exclure la possibilité de réunir, en temps utile, toutes les parties intéressées en vue d'évaluer les progrès réalisés et d'examiner les nouvelles initiatives. En 2005, soit cinq années après la tenue de sa session extraordinaire, la Commission pourrait entreprendre un examen d'ensemble et présenter de nouvelles propositions d'action à cet égard.

2006

Examen de la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) et de la campagne mondiale pour éliminer la pauvreté

15. À sa vingt-quatrième session extraordinaire, l'Assemblée générale a invité le Conseil économique et social à regrouper les initiatives en cours et les mesures énoncées dans la Déclaration et le Programme d'action du Sommet de Copenhague et la première Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté (1997-2006) et de lancer une campagne mondiale pour élimi-

ner la pauvreté. Il serait approprié, qu'en 2006, dernière année de la Décennie, la Commission entreprenne un examen et une évaluation de la Décennie ainsi que de l'état de la campagne mondiale et des progrès réalisés.

16. Il est également suggéré que l'examen en cours des plans et programmes d'action pertinents des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux continue à être inscrit à l'ordre du jour, selon qu'il conviendra.

Appendice I

Programme de travail pour la Commission du développement social pour la période 1996-2000

1996

Examen du fonctionnement de la Commission

Question de fond

Stratégies et mesures visant à éliminer la pauvreté :

- a) Formulation de stratégies intégrées;
- b) Satisfaction des besoins humains essentiels de tous;
- c) Promotion de l'autosuffisance et des initiatives communautaires.

1997

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

Thème

Emploi productif et modes de subsistance durables

Dans le cadre de ce thème, les questions précises suivantes ont été examinées :

- a) Donner à l'emploi la place centrale dans l'élaboration des politiques, notamment en élargissant la conception du travail et de l'emploi;
- b) Faciliter l'accès aux ressources productives et aux infrastructures;
- c) Améliorer la qualité du travail et de l'emploi.

1998

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

Thème

Promotion de l'intégration sociale et de la participation de l'ensemble de la population, notamment des groupes et personnes défavorisés et vulnérables

Dans le cadre de ce thème, les questions précises ci-après ont été examinées :

- a) Promouvoir l'intégration sociale en s'appuyant sur une administration publique efficace et la

pleine participation de tous à la vie de la société et en assurant la non-discrimination, la tolérance, l'égalité et la justice sociale;

b) Améliorer la protection sociale, réduire la vulnérabilité et améliorer les possibilités d'emploi des groupes ayant des besoins particuliers;

c) Violence, délinquance et problème de l'abus des drogues et autres substances illicites en tant que facteurs de désintégration sociale.

1999

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

Thème 1

Services sociaux pour tous

Thème 2

Mise en route de l'examen global de la suite donnée au Sommet

2000

Suivi du Sommet mondial pour le développement social

Thème

Contribution de la Commission à l'examen global de la suite donnée au Sommet

Appendice II

Vue d'ensemble des nouvelles mesures

Les nouvelles mesures énumérées ci-après sont présentées dans l'ordre dans lequel elles apparaissent dans le document final de la session extraordinaire. Plusieurs de ces mesures se rapportent à plus d'un engagement.

Un environnement propice

- Instaurer des mécanismes d'évaluation et de suivi des répercussions sociales des politiques macro-économiques, en accordant une attention particulière à celles prises en cas de crise financière et à la conception des programmes de réforme économique.
- Définir des lignes directrices nationales et régionales pour l'évaluation des coûts économiques et sociaux du chômage et de la pauvreté en se fondant sur une définition élargie des termes « productivité » et « efficacité ».
- Demander au Conseil économique et social et à la Commission du développement social d'étudier les moyens de mettre en commun les expériences et les meilleures pratiques en matière de développement social afin de promouvoir les buts du Sommet.
- Améliorer l'accès des pays en développement et des pays en transition au système du commerce international, notamment en leur facilitant l'accès à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et en leur procurant une assistance technique au niveau bilatéral et sous les auspices de l'OMC, de la CNUCED et du Centre du commerce international, et en leur permettant de participer aux négociations commerciales internationales.
- Réduire les répercussions sociales et économiques négatives des turbulences financières internationales notamment en envisageant d'adopter un moratoire provisoire sur la dette, pour réduire l'instabilité des flux de capitaux à court terme, en fournissant une assistance technique pour renforcer les marchés financiers intérieurs, en protégeant les services sociaux de base, notamment les services d'éducation et les services de santé et en renforçant les consultations nationales avec les

acteurs de la société civile pour la formulation de la politique économique.

- Promouvoir la participation des pays en développement et des pays en transition à la prise des décisions économiques internationales, notamment en assurant la transparence et la responsabilisation des institutions financières internationales pour veiller à ce qu'elles intègrent les objectifs de développement social dans leurs politiques et programmes.
- Soutenir la mise en oeuvre rapide de l'initiative de Cologne pour la réduction de la dette et de l'initiative améliorée en faveur des pays pauvres très endettés ainsi que le principe selon lequel les économies réalisées seront affectées au développement social.
- Encourager la responsabilité sociale des entreprises en sensibilisant ces dernières, en créant un environnement propice et dynamique et en renforçant les partenariats nationaux.
- Envisager de prendre des mesures propres à réduire les effets des sanctions sur les plans social et humanitaire.

Élimination de la pauvreté

- Réduire de moitié, d'ici à 2015, la part de la population vivant dans un état de pauvreté extrême.
- Élaborer et mettre en oeuvre des stratégies de croissance en faveur des pauvres.

Plein-emploi

- Mettre en commun les pratiques les plus efficaces concernant les systèmes de protection sociale, en recherchant les moyens de protéger les groupes vulnérables, sans protection et non assurés, grâce à l'assistance technique de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et en mettant au point des mécanismes pour garantir la viabilité de ces systèmes compte tenu du vieillissement des populations et de l'augmentation du chômage.
- Réévaluer les politiques macroéconomiques en vue de concilier les objectifs de la création

d'emploi et de réduction de la pauvreté avec de faibles taux d'inflation.

- Assurer le dialogue social grâce à une représentation véritable des organisations professionnelles lors de l'élaboration des politiques sociales.
- Élaborer une stratégie internationale cohérente et concertée en matière d'emploi.
- Mettre en commun les pratiques optimales en matière de politiques de l'emploi.
- Ratifier et appliquer dans leur intégralité les conventions de l'OIT relatives aux droits fondamentaux des travailleurs.
- Améliorer la collecte et l'analyse des données de base sur l'emploi notamment en ce qui concerne les secteurs non structuré, primaire et tertiaire et évaluer les possibilités de mesurer le travail non rémunéré.

Intégration sociale

- Échanger des informations sur l'expérience nationale et les meilleures pratiques en ce qui concerne les politiques et programmes sur le vieillissement.
- Appuyer les travaux de recherche sur la situation actuelle et prévue des personnes âgées, afin de contribuer à la deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement.
- Renforcer les organismes et mécanismes oeuvrant à la prévention et au règlement pacifique des conflits.
- Renforcer la capacité qu'ont les organes compétents des Nations Unies de promouvoir l'intégration sociale dans leurs stratégies et activités de relèvement après les conflits, y compris celles visant à résoudre les problèmes de traitement post-traumatique.

Égalité des sexes

- Veiller à intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans la mise en oeuvre des décisions du Sommet et de toutes les nouvelles initiatives adoptées à la session extraordinaire, grâce notamment à des programmes d'action positive et préférentielle.

Éducation et santé

- Réaffirmer le Cadre d'action de Dakar – L'éducation pour tous : tenir nos engagements collectifs –, adopté lors du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar, et reconnaître que la réalisation de cet objectif nécessitera un effort financier supplémentaire de la part des pays ainsi qu'une aide au développement accrue et un allègement de la dette, de l'ordre de 8 milliards de dollars par an.
- Renforcer les mesures nationales visant à prévenir la transmission du virus de l'immunodéficience humaine/syndrome de l'immunodéficience acquise (VIH/sida) et en traiter les conséquences, notamment en renforçant les services de santé, en améliorant l'information et l'éducation, en formant le personnel de santé, en assurant la prévention de la transmission mère-enfant, en analysant les aspects politiques, sociaux et économiques du VIH/sida et en apportant un soutien social et éducatif aux groupes touchés par le VIH/sida.
- Mobiliser les entreprises commerciales pour qu'elles investissent dans la recherche de remèdes d'un prix abordable aux maladies qui touchent en particulier les populations des pays en développement.
- Reconnaître qu'il est extrêmement important d'avoir accès aux médicaments essentiels à un prix abordable, et tenir compte du fait que les droits de propriété intellectuelle contribuent à favoriser la recherche-développement dans le domaine des médicaments et une meilleure distribution de ceux-ci.
- Analyser les conséquences des accords sur le commerce des services de santé.
- Surveiller et analyser les conséquences sur le secteur pharmaceutique et sur la santé publique des accords internationaux pertinents, notamment des accords commerciaux.
- Inviter les organismes des Nations Unies à intégrer la dimension santé à leurs politiques et programmes.

L'Afrique et les pays les moins avancés

- Envisager la création d'un fonds mondial de solidarité.
- Encourager les 25 pays d'Afrique les plus touchés par le VIH/sida à se fixer des objectifs à atteindre dans des délais précis pour réduire les niveaux d'infection – par exemple, la réduction de 25 % du taux d'infection chez les jeunes d'ici à 2005.

Programmes d'ajustement structurel

- Veiller à ce que les programmes d'ajustement adoptés en réponse à des crises économiques n'entraînent pas de chute sensible de l'activité économique ou des coupes sombres dans les dépenses sociales.

Ressources

- Élaborer les principes directeurs de politiques visant à générer sur le plan intérieur les recettes permettant de financer les politiques et programmes sociaux notamment par le biais d'un élargissement de l'assiette fiscale, d'une amélioration de l'efficacité des administrations fiscales, de la recherche de nouvelles sources de recettes et du recours à l'emprunt public.
- Mobiliser, au niveau national, des ressources nouvelles et supplémentaires pour le développement social, en élargissant l'accès au microcrédit, en encourageant des mécanismes comme les contrats communautaires pour les travaux à forte intensité de main-d'œuvre, en améliorant les régimes fiscaux nationaux, en réduisant l'évasion fiscale et en luttant contre la corruption passive et active, le blanchiment de l'argent et le transfert illégal de fonds.
- Mobiliser au niveau international des ressources nouvelles et supplémentaires destinées au développement social, notamment en favorisant la coopération internationale en matière fiscale, en examinant des formules d'imposition des sociétés multinationales, en combattant le recours aux paradis fiscaux, en améliorant les mécanismes existants permettant de stabiliser les recettes tirées des produits primaires, en prévenant l'évasion fiscale, en accroissant les flux de ressources financières, publiques et privées, à destination des pays en développement, en analysant de façon ri-

goureuse les sources de financement nouvelles et originales aux fins du développement social, et en développant le secteur de la petite entreprise et de la microentreprise.

Coopération internationale

- Renforcer le rôle du Conseil économique et social en matière de coordination de l'action menée pour donner suite aux conférences et sommets des Nations Unies en favorisant des relations de travail plus étroites entre les fonds, les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies et en appuyant la coopération avec les institutions de Bretton Woods.
- Adopter des mesures législatives et élargir les activités de sensibilisation menées par les parlementaires en ce qui concerne l'application des décisions prises au Sommet mondial et des nouvelles initiatives adoptées à la session extraordinaire.
- Inviter le Conseil économique et social à lancer une campagne mondiale pour éliminer la pauvreté.
- Prier le Conseil économique et social et la Commission du développement durable d'évaluer régulièrement l'application des décisions du Sommet et de la session extraordinaire.